



## **CAPLs n° 1, 2 et 3 : demande de révision de l'évaluation professionnelle : liminaire**

Monsieur le Président,

**Les représentants FO-DGFIP** dénoncent depuis 3 ans la mise en place précipitée et sans concertation des dispositions issues du décret de juillet 2010 concernant l'entretien professionnel et les nouvelles modalités de recours.

**Les représentants FO-DGFIP** condamnent fermement ce système lié à l'évaluation des performances de l'agent au travers de la seule politique d'objectifs qui consacre arbitrairement le mérite individuel avec des conséquences sur les rémunérations. Il est source d'individualisme, introduit une compétition malsaine entre les agents et entre les services et engendre des inégalités dans le déroulement de carrière.

**Les représentants FO-DGFIP** condamnent également la procédure de recours hiérarchique obligatoire préalable au recours en CAPL, véritable parcours du combattant ; les délais de gestion inférieurs aux délais légaux de recours ; ainsi que l'absence de notation pour les agents présents moins de 180 jours par année d'activité évaluée. Le constat est que des agents sont découragés par cette procédure alourdie, notamment dans les SIP pour cause de coïncidence avec la période de campagne IR.

En conséquence, **FO-DGFIP** exige l'abrogation du décret de juillet 2010 et revendique un nouveau système de notation fondé uniquement sur la valeur professionnelle de l'agent, avec rétablissement de la note chiffrée afin que chacun puisse se situer, mais sans contingentement des réductions d'ancienneté.

Attaché au paritarisme, **FO-DGFIP** exige la garantie pour tous d'une véritable possibilité d'appel devant les CAP compétentes.

Enfin, dans un contexte particulièrement difficile,

- Suppressions d'emplois continus,
- Réduction drastique des possibilités de passage au grade supérieur par tableau d'avancement,
- Baisse des promotions par liste d'aptitude,
- Gel du point d'indice depuis 2010
- Réduction à 100€ bruts du montant de la prime de performance

et alors que les seules réponses de l'administration, sont fermetures, fusions, restructurations de postes et services, et réduction des horaires d'ouverture au public, les agents, eux, souhaitent simplement une véritable reconnaissance d'un travail qu'ils exercent avec rigueur, loyauté et conscience professionnelle.